

La Syrie et l'arme nucléaire : éclairages sur un dossier méconnu

Par **Mehdi Mekdour**, chercheur-stagiaire au GRIP

2 novembre 2009

Résumé

Ces quatre dernières décennies, la Syrie a souvent été présentée comme l'une des bêtes noires des pays occidentaux et d'Israël à cause de son soutien à des groupes terroristes opérant au Moyen-Orient et en Europe. Cette stigmatisation a ainsi masqué une autre réalité, celle d'un État soupçonné de vouloir se doter de l'arme nucléaire. Ces suspicions ont débuté dès le lancement du programme nucléaire civil syrien dans les années 1970 et ont pris une nouvelle ampleur à la suite de la destruction du complexe de Deir-ezzor par l'aviation israélienne en 2007. Le manque de transparence quant à la nature exacte de ce site et la relation entre la Syrie et son allié régional iranien sont autant d'éléments présageant un nouveau bras de fer entre Damas et les puissances nucléaires. Cette fois-ci, la communauté internationale ne peut pas se permettre de tergiverser dans ce dossier comme elle l'a fait concernant la Corée du Nord et l'Iran.

Mots clés : Syrie, Deir-ezzor, nucléaire, Iran, suspicion, AIEA.

Abstract

Syria and the nuclear weapon: attempt to shed a new light on a neglected question

In the last four decades, Syria has often been considered one of the pet peeves of the West and Israel because of its support to terrorist groups acting in the Middle East and Europe. This stigmatization has been masking the suspicion that Damascus wants to acquire nuclear weapons. The conjecture started in the seventies when the Syrian civilian nuclear program has been launched, and grew after the Israeli attack on the Deir-ezzor site in 2007. The lack of transparency concerning the destroyed building and the special relation between Syria and Iran suggest the imminence of a new arm wrestling between Damascus and the nuclear powers. This time the international community cannot dither about this nuclear file as it has been doing with the North Korean and Iranian ones.

Key words : Syria, Deir-ezzor, nuclear, Iran, suspicion, IAEA

Citation :

MEKDOUR Mehdi, *La Syrie et l'arme nucléaire : éclairages sur un dossier méconnu*, Note d'Analyse du GRIP, 2 novembre 2009, Bruxelles.

URL : http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES_ANALYSE/2009/NA_2009-11-02_FR_M-MEKDOUR.pdf



Introduction

Tous les regards sont actuellement tournés vers la Corée du Nord et l'Iran dont les programmes nucléaires sont l'une des principales préoccupations de la communauté internationale. Cependant, il serait regrettable d'occulter les soupçons liés à des programmes nucléaires à finalités militaires provenant d'autres pays tels que l'Égypte, l'Arabie saoudite ou encore la Syrie.

Cette note d'analyse consiste à présenter un état des lieux des allégations concernant une violation du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) par Damas¹. Ces suspicions font suite à la découverte par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) d'une quantité non négligeable de particules d'uranium sur le site Deir-ezzor², qui a été bombardé par l'aviation israélienne le 6 septembre 2007. Selon l'État hébreu, le complexe détruit abritait la construction d'un réacteur nucléaire ayant pour finalité la production de plutonium 239³.

Le bombardement du site Deir-ezzor est un épisode révélateur du malaise entourant le programme nucléaire syrien depuis la fin des années nonante.



1. Le programme nucléaire syrien : le doute permanent

1.1. Des débuts difficiles aux premières suspicions

La Syrie a entrepris le développement d'un programme nucléaire civil avec l'assistance de l'Agence internationale de l'énergie atomique en 1976. À cette même période, Damas fonda le Centre d'études et de recherches scientifiques (SSRC⁴), considéré par certains experts comme responsable du développement d'armes non conventionnelles et de l'acquisition d'armes biologiques et chimiques auprès d'intervenants étrangers⁵.

1. La Syrie a ratifié le TNP en 1969 et est donc tenue de déclarer toutes ses installations nucléaires à l'AIEA.
2. Le site de Deir-ezzor est situé dans la partie orientale de la Syrie, à quelque 450 km de Damas.
3. Le plutonium 239 est l'un des éléments de fabrication des armes nucléaires au même titre que l'uranium 235 et l'uranium 238. La production du plutonium 239 et de l'uranium 235 est difficile et coûteuse et elle nécessite des installations complexes. D'autres matières fissiles peuvent servir à fabriquer des armes nucléaires : l'uranium 233, l'américium, le neptunium et tous les autres isotopes du plutonium. Informations provenant du site du Bureau des affaires de désarmement des Nations unies, http://huwu.org/fr/disarmement/nuclear_weapons.shtml
4. Scientific Studies and Research Center.
5. En 1996, la CIA indiqua que le SSRC avait reçu une cargaison de composants de missiles de la part de la firme chinoise China Precision Machinery Import-Export Corporation. Cette dernière a entre autre vendu des missiles de type M-11 au Pakistan en 1992. Ces missiles sont capables de transporter des ogives contenant des agents chimiques. En janvier 2004, le président syrien Bashar el-Assad a admis que son pays possédait des armes biologiques et chimiques dans le cadre d'une stratégie de défense contre une attaque israélienne. Informations issues du site GlobalSecurity, <http://www.globalsecurity.org/wmd/world/syria/agency.htm>

Le programme nucléaire syrien connu des débuts laborieux. Les principales raisons en étaient une surestimation des capacités nationales de production des réacteurs envisagés⁶ et des difficultés budgétaires pour le financement de ceux-ci. Face à la difficulté de mise en œuvre du projet, les autorités de Damas se résolurent à demander l'assistance de partenaires étrangers tels que l'Union soviétique, la France et la Belgique⁷. Pour la construction du premier réacteur, le choix initial s'était porté sur la Société française d'études et de réalisations nucléaires (Sofratome) mais celle-ci renonça au projet à la suite d'études négatives de faisabilité. Des tentatives de collaboration avec d'autres pays échouèrent également durant les décennies suivantes. Ainsi en 1985, l'URSS avait donné son accord à la construction d'un réacteur de recherche mais le projet avait été abandonné après des désaccords financiers.

Au début des années 1990, un accord entre la Syrie et l'Argentine prévoyait la fourniture par Buenos Aires d'un réacteur de recherche de 10 mégawatts et d'une quantité d'uranium U-235 enrichi devant servir de combustible au réacteur. Toutefois en 1995, le gouvernement argentin annula cette livraison face aux pressions américaines et israéliennes. Finalement, le salut de la Syrie vint de la Chine⁸. Dans le cadre d'un projet d'assistance technique supervisé par l'AIEA, Pékin contribua à la construction du premier réacteur de recherche syrien SRR-1 qui entra en fonction en 1996. Cette collaboration avait été fortement critiquée par les États-Unis et Israël qui soupçonnaient l'État communiste de participer, sous couvert d'une assistance au programme nucléaire syrien, à une militarisation de celui-ci. Cependant, de l'aveu même de l'ancien directeur de l'agence américaine de renseignement (CIA) John Deutch, il n'existait aucun élément prouvant un quelconque détournement du programme nucléaire civil syrien à cette époque⁹. En 1999, la Russie et la Syrie signèrent un nouvel accord en vue d'une coopération dans le domaine du nucléaire civil d'une durée de dix ans¹⁰ mais ce dernier n'est jamais entré en vigueur.

L'adoption d'une nouvelle stratégie de sécurité des États-Unis par l'administration Bush en 2002 préfigura un durcissement de la position américaine à l'encontre du régime alaouite¹¹ et un accroissement des suspicions quant à l'existence d'un programme nucléaire militaire syrien.

6. La Syrie avait projeté de construire six réacteurs de 600 mégawatts pour la fin des années 1980.

7. En 1996, l'entreprise belge Ion Beam Applications (IBA) a fourni à la Syrie un cyclotron qui devait officiellement servir à la production de radio-isotopes pour le secteur médical. Or, un cyclotron peut être utilisé dans un programme nucléaire militaire. Ainsi, des analystes soupçonnèrent l'Iran d'employer un second cyclotron, également fourni par IBA, à des fins d'opérations d'enrichissement d'uranium dans les années 1990.

8. La Chine a acquis l'arme nucléaire en 1964. Elle a été le dernier des cinq membres permanents du Conseil de sécurité à se doter d'une force de frappe nucléaire.

9. Déposition de l'ancien directeur de la CIA, John M. Deutch, devant le sous-comité d'investigation du Sénat américain le 20 mars 1996, https://www.cia.gov/news-information/speeches-testimony/1996/dci_testimony_032096.html

10. Prados (A.B.) – *Syria : U.S. Relations and Bilateral Issues*, Congressional Research Report Issue Brief for Congress, 14 mai 2002, http://assets.opencrs.com/rpts/IB92075_20020514.pdf

11. Entre 2000 et 2008, les États-Unis ont adopté trois types de sanctions à l'encontre de la Syrie : a) Le *Syria Accountability Act* interdit l'exportation de biens manufacturés contenant plus de 10 % de composants d'origine américaine ; b) un ensemble de sanctions contre l'institution financière « Commercial Bank of Syria » qui est soupçonnée de blanchiment d'argent et c) sept décrets présidentiels imposent des sanctions financières à des personnalités et des entités syriennes impliquées dans des opérations de prolifération d'armes de destruction massive, d'associations avec Al Qaïda et de déstabilisation de l'Irak.

Un rapport de la CIA, daté de décembre 2003, fait état de la préoccupation des services américains de renseignement face à la volonté de la Syrie de développer un volet militaire nucléaire. Il y est notamment fait mention de la possibilité pour Damas d'obtenir une expertise étrangère dans ce domaine. Six mois plus tard, le sous-secrétaire d'État américain John Bolton affirma que les États-Unis avaient la preuve de la livraison par le réseau clandestin d'Abdul Kader Khan de centrifugeuses d'origine pakistanaise à la Syrie.

Toutefois, l'aggravation de la crise liée au programme nucléaire iranien détourna les regards de la communauté internationale du cas syrien pendant près de trois années. L'attaque israélienne contre le site de Deir-ezzor en 2007 et la découverte de traces d'uranium par l'AIEA quelques mois plus tard relanceront le débat sur le prétendu volet militaire du programme nucléaire syrien. Malgré tout, cette question demeure encore à ce jour fortement occultée par la crise iranienne.

1.2. Un volet militaire ?

À l'instar de son allié iranien, l'attitude de la Syrie concernant les suspicions de détournement de la technologie nucléaire civil à des fins militaires laisse perplexe. Après l'attaque de Deir-ezzor, Damas s'est muré dans un mutisme étonnant pour un pays ayant subi une agression militaire, qui plus est, par un pays avec lequel il est officiellement en guerre depuis plus de quarante ans. Ensuite, les autorités syriennes ont précipitamment fait disparaître les débris du complexe détruit. Enfin, l'AIEA n'a été autorisée à inspecter le site que dix mois après l'attaque de l'aviation israélienne. L'ensemble de ces éléments contribue à renforcer les conjectures occidentales.

Les premières inspections de l'Agence onusienne se sont déroulées à la fin du mois de juin 2008. Durant trois jours, les inspecteurs de l'AIEA ont rencontré les autorités syriennes et ont procédé à différents relevés sur le site de Deir-ezzor. Dans le premier rapport du Directeur général de l'Agence au Conseil des gouverneurs en date du 19 novembre 2008, plusieurs éléments suspicieux ont été exposés. Ainsi, les images satellites révélèrent que la structure bombardée avait les dimensions requises pour abriter un réacteur nucléaire comparable à celui de Yongbyon en Corée du Nord¹². Cette constatation faisait écho aux soupçons occidentaux d'une collaboration officieuse entre Damas et Pyongyang en vue du développement d'une arme nucléaire syrienne. Les inspecteurs ont également découvert des installations électriques et de pompage d'eau utilisées généralement dans l'alimentation des réacteurs atomiques. Un élément encore plus troublant est le résultat des analyses d'échantillons prélevés sur le site qui dévoilèrent la présence d'un nombre significatif de particules d'uranium naturel¹³. La Syrie a expliqué cette concentration anormale comme provenant des missiles israéliens¹⁴ mais l'AIEA estime qu'il est peu probable que ces particules soient d'origine balistique.

12. Ce dernier est utilisé par Pyongyang pour la production du plutonium dans le cadre de son programme nucléaire militaire.

13. L'uranium naturel se compose de trois isotopes radioactifs caractérisés par leur masse atomique : U 238 (99,27 % de la masse totale), U 235 (0,72 %) et U 234 (0,0054 %). La plupart des centrales nucléaires fonctionnent à l'uranium 235 qui est enrichi pour atteindre une concentration de 1,5 à 3 %. Pour pouvoir être utilisé dans une perspective militaire, l'uranium 235 doit être enrichi à plus de 90 %.

14. *Implementation of the NPT Safeguards Agreement in the Syrian Arab Republic*, Conseil de gouverneurs, AIEA, 19 novembre 2008, http://www.globalsecurity.org/wmd/library/report/2008/syria_iaea_gov-2008-60_081119.htm

En 2009, le Directeur général de l'Agence, M. Mohammed el Baradei, a remis trois autres rapports¹⁵ à l'intention du Conseil des gouverneurs sur ce dossier. Ils font tous état des réticences syriennes à répondre aux requêtes de l'AIEA. Damas refuse de nouvelles inspections onusiennes du site de Deir-ezzor et de trois autres complexes problématiques¹⁶. Les autorités syriennes affirment que le site bombardé était d'ordre strictement militaire et non nucléaire et de ce fait, le pays n'est donc pas tenu de fournir des informations complémentaires sur les débris évacués après l'attaque. L'AIEA réfute catégoriquement cette explication en précisant que la découverte d'uranium non déclaré suffit à la poursuite des investigations.

Une énième inquiétude de l'AIEA et de la communauté internationale porte sur les réseaux illégaux de coopération en matière de nucléaire militaire entre des États nucléaires et les États candidats à cette technologie. Dans le dossier syrien, l'État incriminé est la Corée du Nord. Damas et Pyongyang ont une longue tradition de coopération dans le domaine du développement de missiles balistiques. En ce qui concerne la collaboration nucléaire, elle remontrait, selon les services américains de renseignements, à 1997, et elle consistait surtout en des visites régulières de délégation nord-coréenne en Syrie. La CIA soupçonne un ancien responsable du programme nucléaire nord-coréen, M. Chon Chibu¹⁷, d'avoir contribué au développement du volet militaire du programme nucléaire syrien.

Face à l'ensemble de ces éléments, le doute s'est fortement renforcé quant à une tentative syrienne de se doter de l'arme nucléaire. Dès lors, il convient de comprendre les raisons qui pourraient conduire ce pays à choisir la voie de la confrontation et de la violation des lois internationales en matière de prolifération nucléaire.

2. Damas : coupable, complice ou innocent ?

2.1. L'arme nucléaire au service de l'équilibre des forces

Une première raison qui expliquerait le choix de la Syrie de se doter d'un arsenal nucléaire est la tension persistante avec le voisin israélien. Les deux pays sont officiellement en état de guerre depuis 1948 même si une trêve militaire est actuellement en vigueur. Toutefois, cette dernière demeure fragile et sujette aux aléas de la situation politique et sécuritaire dans la région. Ces dernières décennies, des pourparlers de paix eurent lieu entre les deux États sous médiation américaine en 2000 et turque en 2008 mais n'aboutirent à aucun accord¹⁸. *A fortiori*, Damas tout comme Tel-Aviv sont favorables à la paix. Pour la Syrie, cela signifierait un retour dans le club des États « respectables » tandis qu'Israël verrait se réduire un peu plus le nombre de pays lui étant

15. *Implementation of the NPT Safeguards Agreement in the Syrian Arab Republic*, Conseil de gouverneurs, AIEA, 19 février 2009, http://isis-online.org/publications/syria/IAEA_Report_Syria_Feb_2009.pdf

Implementation of the NPT Safeguards Agreement in the Syrian Arab Republic, Conseil de gouverneurs, AIEA, 5 juin 2009, http://www.isis-online.org/publications/syria/IAEA_Syria_Report_5June2009.pdf

Implementation of the NPT Safeguards Agreement in the Syrian Arab Republic, Conseil de gouverneurs, AIEA, 28 août 2009, http://www.isis-online.org/publications/syria/IAEA_Syria_Report_28August2009.pdf

16. Ces trois autres sites ne sont pas nominalement identifiés par l'AIEA qui les présente comme les lieux d'entreposage des débris du bâtiment détruit.

17. Selon les sources américaines, l'AIEA aurait été en contact avec M. Chon Chibu jusqu'au milieu des années 1990. Sur une photographie fournie par la CIA à l'AIEA, M. Chon Chibu est présenté à côté du chef de l'Agence syrienne de l'énergie atomique, M. Ibrahim Othman.

18. Damas a interrompu les pourparlers de paix après l'agression israélienne dans la bande Gaza en décembre 2008.

hostiles. La détention d'une force de frappe nucléaire pourrait être considérée par les autorités syriennes comme un atout qui leur permettrait de traiter d'égal à égal avec l'État hébreu et de pouvoir imposer leurs vues et leurs revendications dans les futurs pourparlers de paix, notamment sur la question de la rétrocession du plateau du Golan¹⁹. Cependant, il est peu évident que cette hypothèse puisse jouer en faveur de la Syrie dans le règlement de son différend avec Israël. Tout porte à croire que cela ne ferait qu'envenimer un peu plus la situation et contribuerait à un durcissement de la position israélienne. Si la détention par l'État hébreu d'armes nucléaires et par la Syrie d'armes chimiques constitue d'ores et déjà un frein important à une finalisation de la paix, que dire alors de la possession par Damas d'une force nucléaire militaire.

2.2. La Syrie : une base arrière du programme nucléaire iranien

Une seconde hypothèse, développée dans un article de l'hebdomadaire d'outre-rhin Spiegel au mois de juin 2008, présente la Syrie comme une base arrière du programme nucléaire iranien. Ce document rapporte que des scientifiques syriens, nord-coréens et iraniens travaillaient à la mise au point du réacteur nucléaire de production de plutonium sur le site de Deir-ez-zor²⁰. Selon cette même source, ce réacteur devait permettre au régime iranien de convertir l'uranium 238 en plutonium 239 à l'abri des regards et ensuite de transférer le plutonium vers les installations iraniennes.

Cette information a été ravivée en mars 2009, lorsqu'un ancien fonctionnaire du ministère allemand de la Défense, M. Hans Ruehle, a publié un rapport dans lequel il affirme que l'attaque israélienne de septembre 2007 a été décidée après les révélations de l'existence de l'installation de Deir-ez-zor par un transfuge iranien aux services américains de renseignements. M. Ali Reza Asghari, ancien général des Gardiens de la révolution, a également déclaré que l'Iran finançait un programme nucléaire militaire en Syrie²¹. Dès lors, cette hypothèse pose la question de la nature exacte des relations entre Damas et Téhéran.

La relation syro-iranienne est particulière pour plusieurs raisons. D'une part, les deux pays ont adopté des approches différentes face à la montée de l'islamisme politique des années 1970 et 1980. Tandis que l'Iran optait pour une islamisation de son modèle politique et social, les autorités syriennes réprimaient dans le sang les soulèvements islamistes afin de prévenir le développement d'une telle révolution sur leur territoire. D'autre part, la rivalité entre la Syrie, peuplée majoritairement de sunnites et l'Iran chiite aurait pu être un obstacle à cette relation. Cependant malgré une population aux trois quarts sunnite, la Syrie est gouvernée par des dirigeants issus d'une branche modérée du chiisme que sont les alaouites²² (ils représentent 11 % de la population

19. Le plateau du Golan a été occupé par Israël après la guerre des six jours (1967) et annexé par l'État hébreu en 1981. Il est au centre des discussions entre Damas et Tel-Aviv dans les tentatives de paix entre les deux pays.

20. *Report : Syria, North Korea helped Iran develop nuclear program*, Deutsche Welle, 22 juin 2008, <http://www.dw-world.de/dw/article/0,,3429136,00.html>

21. A. G. Higgins, *Report : Iranien defector tipped Syrian nuke plans*, abc News, 19 mars 2009, <http://a.abcnews.com/International/WireStory?id=7124706&page=1>

22. Les alaouites vénèrent le cousin et gendre du prophète Mohammed, Ali, au même titre que les chiites sauf qu'ils le considèrent comme Dieu. Ni les sunnites ni les chiites ne partagent cette vision. Jusqu'à l'émission d'une fatwa (avis juridique islamique) en 1936, les alaouites n'étaient pas considérés comme des musulmans par les deux grands groupes traditionnels (les chiites et les sunnites). En 1973, le président syrien Hafez el-Assad, lui-même alaouite, parvint à obtenir auprès de l'imam chiite du Liban que ses congénères soient considérés comme des membres à part entière de la communauté chiite. F. Balanche, *Alaouites : une secte au pouvoir*, Outre Terre 2, Revue française de géopolitique, 2006, p. 73.

syrienne) et dès lors, le lien unissant les deux castes dirigeantes peut se retrouver dans cette même appartenance religieuse. Toutefois, l'origine de ce rapprochement semble relever essentiellement d'une stratégie de survie politique. Ainsi lors de la guerre Irak-Iran, la Syrie a pris parti pour le régime iranien. Le choix des dirigeants syriens s'explique par le fait qu'ils percevaient Saddam Hussein comme une menace bien plus grande que celle des ayatollahs²³. Une victoire militaire de l'Irak aurait *a fortiori* permis au parti Baas irakien de dominer la région et de renverser le régime alaouite de Hafez el-Assad²⁴. Outre l'Irak baasiste, les deux partenaires avaient également comme ennemis communs les États-Unis et leur allié régional Israël. Cette lutte commune s'exprimait surtout au travers d'un soutien aux groupes paramilitaires tels que le Hezbollah libanais, le Hamas palestinien et le Jihad islamique ; ce qui vaudra aux deux pays d'être épinglés sur les listes européenne et américaine des pays soutenant le terrorisme international²⁵.

Si, dans un premier temps, la Syrie a fait en sorte de ne pas être perçue comme le vassal de l'Iran, les soupçons croissants de son implication dans l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafik Hariri l'ont isolée des autres États arabes de la région et l'ont contrainte à se lier de façon officielle avec l'Iran. Cette union s'est formalisée au travers notamment d'un pacte de défense mutuelle signé en 2006 et renouvelé en mai 2008 et ce, quelques jours après le début de pourparlers officieux avec Israël²⁶.

Ce pacte consacre que toute agression contre l'une des deux parties est considérée comme une agression contre l'autre et devrait donc entraîner une assistance militaire automatique. Toutefois, cet accord ne semble pas s'appliquer à toutes les situations. À la suite de l'agression israélienne contre la Syrie en septembre 2007, l'Iran n'a pas porté assistance à son allié. La révélation tardive de l'attaque par la Syrie et la nature sensible de la cible bombardée peuvent expliquer la volonté de Téhéran de se tenir à l'écart de cet incident. Au vu de la persistance du risque d'une attaque israélienne contre les sites nucléaires iraniens, l'hypothèse de l'installation d'une base arrière du programme nucléaire iranien en Syrie ne doit pas être exclue même si aucune preuve ne permet d'étayer formellement cette hypothèse.

Hormis ces deux hypothèses, il ne faut pas négliger celle défendue par Damas qui réfute toute violation du TNP. Toutefois au vu de l'attitude de défiance de la Syrie, il apparaît difficile d'appuyer cette dernière hypothèse tant les éléments à charge de Damas sont nombreux et les justifications syriennes peu convaincantes à ce jour.

3. Conclusion et pistes de réflexion

La question du nucléaire syrien doit être traitée de façon beaucoup plus pragmatique que dans le cas de l'Iran. La communauté internationale ne peut se permettre de faire face à une énième confrontation avec un nouvel État proliférant, après les maladroites des dossiers nord-coréen et iranien. Les grandes puissances se doivent de parler d'une même voix contre toute tentative de la

23. Après avoir succédé à al-Bakr à la tête de l'Irak, Saddam Hussein a entrepris une chasse aux dignitaires irakiens soupçonnés d'avoir comploté contre sa prise de pouvoir. Le nouveau maître de Bagdad accusa la Syrie d'avoir fomenté ce complot. Cette accusation a été utilisée comme excuse par le régime irakien pour mettre un terme au projet d'unité entre la Syrie et l'Irak qu'avait envisagé en son temps Ahmad Hassan al-Bakr.

24. M. Feki, *L'axe irano-syrien: géopolitique et enjeux*, Ed. Studyrama perspectives, France, 2007, p. 107.

25. D.L. Byman, *Syria and Iran: what's behind the enduring alliance?*, Brookings Institution, 19 juillet 2006, http://www.brookings.edu/opinions/2006/0719middleeast_byman.aspx

26. *Iran-Syria sign defense pact*, AFP, 28 mai 2008.

Syrie de se doter ou d'abriter un programme nucléaire militaire. Elles doivent fournir à l'AIEA un soutien sans faille dans ses inspections sur le territoire syrien²⁷.

Malgré les liens unissant les deux pays, la Syrie n'est pas l'Iran. Ainsi, le pays n'est pas hostile à une paix avec Israël. La fin de l'état de guerre entre l'État hébreu et le régime alaouite marquerait indéniablement une avancée significative dans une pacification de la région. La Syrie pourrait de la sorte faire pression sur le Hezbollah et le Hamas pour qu'ils mettent fin à leurs actions contre Israël et redevenir des partis politiques à part entière. L'appui de l'Égypte et de la Jordanie à une initiative syrienne contribuerait à contrer ou du moins restreindre l'influence iranienne sur ces mouvements paramilitaires. La conclusion d'un accord de paix semble réellement à la portée des deux États mais cela nécessite des concessions des parties. Israël doit impérativement pacifier sa politique à l'encontre des territoires palestiniens. Quant à la Syrie, elle se doit de mettre fin à tout soutien quel qu'il soit en faveur d'États ou de groupes paramilitaires hostiles à l'État hébreu.

Dans le cas extrême où Damas choisirait de suivre la voix de la confrontation notamment avec l'AIEA, la réaction de la communauté internationale devra être sans ambiguïté. Si la négociation et la diplomatie doivent demeurer les outils premiers d'une résolution de ce dossier, la transmission de celui-ci aux Nations unies devra être envisagée en cas de persistance du manque de coopération des autorités syriennes. Le Conseil de sécurité, en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales, pourrait alors adopter des sanctions dites intelligentes afin d'éviter à la population syrienne d'être doublement victime des manquements de ses dirigeants. Toutefois, l'impact réel de ces sanctions pourrait être amoindri par l'appui financier iranien. L'Iran est fortement présent dans l'économie syrienne avec des investissements estimés à un milliard de dollars en 2008²⁸. De plus, l'accord stratégique signé entre les deux pays en 2006 prévoit une assistance financière iranienne à l'endroit de la Syrie dans le cas de sanctions internationales²⁹.

À l'image de la situation iranienne, l'incapacité de l'Agence internationale de l'énergie atomique à pouvoir confirmer ou infirmer un détournement du programme nucléaire syrien à des fins militaires est révélatrice de la difficulté d'action dans laquelle se trouve cette organisation depuis plusieurs années. Un nouvel échec de la communauté internationale dans ce énième dossier de prolifération nucléaire serait un nouveau coup dur à la légitimité du Traité de non-prolifération des armes nucléaires. À l'heure où l'Iran semble vouloir faire preuve de bonne volonté sur son programme nucléaire, il serait opportun de profiter de cette occasion pour amener la Syrie à se conformer à ses obligations internationales en matière de non-prolifération nucléaire.

* * *

27. En septembre 2009, les déclarations des autorités américaines et françaises concernant des dissimulations supposées de preuves de la part de l'AIEA dans le dossier iranien ont contribué à affaiblir l'agence onusienne et son président Mohammed ElBaradei.

28. D. Minoui, *Face à Israël, la Syrie refuse de rompre avec l'Iran*, le Figaro, 28 mai 2008.

29. Cette aide financière est difficile à évaluer. Les autorités syriennes et iraniennes ne communiquent pas à ce sujet.